

**FAITS MARQUANTS DE LA FNUF10****MARDI, 9 AVRIL 2013**

La FNUF10 s'est poursuivie mardi 9 avril. Dans la matinée, les participants se sont rassemblés autour de deux tables rondes, l'une sur le lien entre forêts et développement économique, et l'autre sur les résultats de Rio+20, l'agenda de développement post-2015 et l'AIF. Les délégués se sont ensuite réunis en plénière pour un dialogue interactif de haut niveau avec les directeurs des organisations membres du PCF, suivi d'une continuation du Segment ministériel qui s'est poursuivie tout l'après-midi.

TABLES RONDES

FORÊTS ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE: Cette table ronde était co-présidée par Alhaji Inusah Fuseini, Ministre du territoire et des ressources naturelles du Ghana, et Arvids Ozols, Secrétaire d'Etat adjoint, Ministère d'agriculture de la Lettonie.

Uma Lele, ancienne Conseillère à la Banque mondiale, a rapporté que certains pays à revenus intermédiaires ont récupéré du couvert forestier en utilisant des initiatives et des fonds nationaux, comprenant notamment le paiement pour services écosystémiques (PSE). Elle a souligné le caractère essentiel d'une bonne gouvernance.

L'ARGENTINE et l'INDE ont estimé que le manque d'appréciation de la valeur non monétaire des forêts entrave la reconnaissance de leur contribution au capital naturel. La FINLANDE a signalé que la contribution du secteur forestier à l'économie finlandaise est la plus d'importante de la Commission économique des Nations Unies pour la région Europe. Le CANADA a décrit les politiques forestières nationales élaborées pour maximiser la valeur des ressources forestières, notamment par l'élargissement du panier de produits finaux. La MALAISIE, ISRAËL et le LESOTHO ont rapporté des campagnes nationales de plantation d'arbres.

L'IRAN a appelé à combler les lacunes financières au moyen de ressources dédiées, avec une attention particulière sur les PMA. La GRENADE a expliqué que, en tant que PEID, malgré un réel engagement vis-à-vis des initiatives forestières, les défis qu'elle affronte en lien avec les changements climatiques sont de plus en plus importants.

Le SOUDAN a indiqué être en train de revoir ses politiques pour augmenter la couverture de réserves forestières et a demandé la coopération internationale et régionale. Le BELARUS a instamment demandé la coopération pour élaborer des moyens non contraignants de garantir la GDF. ISRAËL a proposé un programme méditerranéen de coopération interrégionale et s'est porté volontaire pour fournir le financement de départ.

L'Irlande, au nom de l'UE, a appelé à des orientations politiques claires, des investissements accrus en provenance du secteur privé, l'intégration des forêts dans l'aménagement urbain, la bonne gouvernance et la coopération intersectorielle.

Dans son rapport d'après-midi à la plénière, le co-Président Fuesini a indiqué le besoin de gérer les données relatives aux avantages monétaires et non monétaires pour faciliter la coopération intersectorielle.

RÉSULTATS DE RIO+20, AGENDA DE DÉVELOPPEMENT POST-2015 ET AIF: Cette table ronde était co-présidée par Jean-Pierre Thébault, Ambassadeur à l'environnement, Ministère des affaires étrangères de la France, et par Luis Alberto Figueiredo Machado, Sous-secrétaire général

à l'environnement, les sciences et les technologies, Ministère des relations extérieures du Brésil. Wu Hongbo, Sous-secrétaire général des Nations Unies aux Affaires économiques et sociales, a instamment demandé aux décideurs politiques de fournir des orientations sur l'intégration de la GDF dans les politiques socio-économiques et dans les discussions de l'agenda de développement post-2015.

La TURQUIE, l'ARGENTINE et le GABON ont souligné le besoin de garantir que les forêts soient traitées de façon appropriée dans l'agenda de développement post-2015, et la TURQUIE a également appelé à l'établissement d'actions prioritaires pour les forêts dans le cadre de l'économie verte. La BOLIVIE a rappelé que l'économie verte est un outil pour parvenir au développement durable.

La THAÏLANDE a appelé à la valorisation des forêts et des écosystèmes et à la prise en compte de leurs avantages, et a suggéré d'utiliser ceci comme base pour le PSE. La REPUBLIQUE DU CONGO et le TOGO ont souligné que les discussions internationales sur les forêts doivent tenir compte des questions transversales et des avantages socioéconomiques des forêts.

L'INDONÉSIE a proposé la création d'un objectif « parapluie » sur les ressources naturelles. L'UE a signalé que Rio+20 a réaffirmé tous les principes de Rio. L'ALLEMAGNE a appelé à une meilleure coopération internationale et à la fixation de standards pour la GDF, y compris à travers un instrument international juridiquement contraignant.

L'INDE a argumenté contre la création d'un accord juridiquement contraignant comme résultat de la révision 2015. La MALAISIE a estimé que les structures et processus actuels devraient être révisés en mettant un accent plus marqué sur les questions transversales.

Dans son rapport d'après-midi à la plénière, les co-Présidents Machado et Thébault ont énuméré les suggestions clés pour soutenir les contributions des forêts au développement durable, en mettant en exergue une série d'options, parmi lesquelles l'élaboration d'un ODD sur les forêts.

PLENIERE**DIALOGUE INTERACTIF DE HAUT NIVEAU AVEC LES DIRECTEURS DES ORGANISATIONS MEMBRES DU PCF:**

La Directrice du FNUF Jan McAlpine a modéré le dialogue que haut niveau. Tony Simons, Directeur général du Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF), a rapporté la publication conjointe de l'ICRAF et de la FAO intitulée « Mettre en avant l'agroforesterie dans l'agenda politique », visant à guider l'optimisation de la contribution agro-forestière au développement national.

Naoko Ishii, Président directeur général du FEM, a signalé que le rôle central des forêts dans le développement durable constitue une opportunité pour augmenter le financement des forêts, et a souligné que le FEM-6 vise, entre autres, à traiter les moteurs de la déforestation.

Niels Elers Koch, Président de l'Union internationale des organisations de recherche forestière, et vice-Président du PCF, a exposé les travaux de l'organisation pour rassembler les sciences naturelles et sociales dans le but de fournir des informations utiles au secteur politique.

Stewart Maginnis, UICN, a encouragé la coopération intersectorielle pour démontrer la capacité des forêts à contribuer dans l'affrontement des défis tels que les changements climatiques, la sécurité alimentaire et la croissance économique locale.



Emmanuel Ze Meka, Directeur exécutif de l'Organisation internationale des bois tropicaux, a suggéré de faire des efforts pour augmenter la contribution des forêts tropicales au développement durable, notamment à travers l'estimation de la valeur des services écosystémiques, et l'élargissement des mises en œuvre réussies.

Tim Christophersen, Programme des Nations Unies pour l'environnement, a soutenu les observations de l'Ouganda à la Table ronde 1 concernant l'élaboration d'un dossier d'affaires solide sur la valeur des forêts pour encourager l'investissement des autres secteurs, et a appelé à une plateforme pour le partage des meilleures pratiques.

Peter Dewees, Banque mondiale, a appelé à la mobilisation des investissements tous secteurs confondus, en soulignant que l'investissement privé dans les forêts est actuellement neuf fois supérieur au financement provenant du secteur public. Mohamadou-Mansour N'Diaye, CNUDD, a évoqué les objectifs de prévention de la dégradation des sols et de la restauration des sols dégradés, en soulignant qu'il est important d'engager les organisations communautaires.

Braulio Ferreira de Souza Dias, Secrétaire exécutif de la CDB, a souligné l'importance d'une approche intégrée du développement, en appelant instamment à intégrer les considérations sur les écosystèmes et les forêts aux autres considérations sectorielles, afin d'aider à réaliser les objectifs liés à l'eau, la santé et l'énergie.

Peter Holmgren, Directeur général du Centre de recherche internationale sur les forêts, a signalé que les « journées des paysages » peuvent permettre un plus grand décloisonnement institutionnel que les « journées des forêts », dans le but d'affronter les défis de façon multisectorielle. Eduardo Rojas-Briales, Directeur général adjoint à la foresterie, FAO, a souligné que les ODD offrent une opportunité de traiter tous les piliers du développement durable, mais a mis en garde contre un accent insuffisant sur les forêts.

SEGMENT MINISTÉRIEL: Peu avant le déjeuner puis tout au long de l'après-midi, les ministres et chefs de délégations ont présenté des déclarations. Fouad Mohadji, Vice-Président des Comores, et Moshe Kamhi, Consul général d'Israël à Istanbul, ont souligné l'importance de la coopération. Yaroslav Makarchuk, Premier secrétaire en chef de l'Agence pour les ressources des forêts d'Etat de l'Ukraine, a mis en exergue le travail de sensibilisation mené en Ukraine à travers une campagne annuelle, à l'occasion de la Journée mondiale des forêts, intitulée « Les forêts de demain dans vos mains ».

Farid Ahmed Mogawar, Ministre d'agriculture du Yémen, a appelé les parties prenantes à travailler de concert pour aborder de façon intégrée les défis forestiers et les besoins de ceux qui dépendent des forêts pour leur subsistance. Diego Pacheco Balanza, Bolivie, a appelé à une vision holistique et intégrée des forêts à différents niveaux, et à un engagement plus fort des organisations communautaires et des populations autochtones.

Henri Djombo, Ministre du développement durable, de l'économie forestière et de l'environnement de la République du Congo, Kevin Smyth, Département de l'agriculture, de l'alimentation et de la mer d'Irlande et Don Koo Lee, ancien Ministre du service forestier de la République de Corée, ont noté les synergies entre la CCNUCC, la CDB et la CNUDD, et ont appelé à davantage de coopération entre le FNUF et ces conventions. Gianpaolo Scarante, Ambassadeur de Turquie en Italie, a réitéré que REDD+ dans le cadre de la CCNUCC constitue un important moyen pour renforcer la GDF.

Rolf Manser, Bureau fédéral pour l'environnement de la Suisse, a appelé à un processus crédible de révision qui reconnaisse la responsabilité du FNUF dans la coordination des questions forestières au sein des Nations Unies. Russell Phillips, Ministre conseiller de l'agriculture de l'Australie, a signalé des initiatives nationales de renforcement des capacités visant à réduire la dégradation des forêts et à augmenter la participation à REDD+.

Alhaji Inusah Fuesini, Ministre du territoire et des ressources naturelles du Ghana, a appelé au renforcement des partenariats, à des travaux intersessions et à un cadre d'évaluation pour l'Instrument concernant les forêts. Daniel André, Directeur des eaux et forêts du Sénégal, a appelé à des discussions pour établir un accord forestier juridiquement contraignant.

Fabiana Loguzzo, Directrice des affaires environnementales, Ministère des affaires étrangères et de la culture de l'Argentine, a appelé à un élan politique pour pousser la mise en œuvre, et améliorer la coopération et le renforcement des capacités, notamment dans les pays en développement. Gerhard Mannsberger, Ministre fédéral de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau de l'Autriche, a appelé à une décision fixant une feuille de route pour la période d'ici à 2015, afin de prendre des décisions claires sur l'avenir du FNUF et des tous les types de forêts.

Domingos Nazaré da Cruz Veloso, Directeur national des forêts, Ministère de l'agriculture de l'Angola, Mohammad Hamad, Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des ressources marines de la Lybie, Joseph Iita, Secrétaire permanent, Ministère de l'agriculture, des eaux et des forêts de la Namibie, Jenipher

Chilunga, Ministre de l'environnement et de la gestion du changement climatique du Malawi, Ernesto Adobo Jr., Sous-secrétaire du Département de l'environnement et des ressources naturelles des Philippines, Oyun Sanjaasuren, Ministre de l'environnement et du développement vert de la Mongolie, Tufuga Gafoa Faitua, Ministre associé au Ministère des ressources naturelles de Samoa, Keiji Fukuda, Consul général du Japon à Istanbul, Wijarn Simachaya, Secrétaire permanent en chef du Ministère des ressources naturelles et de l'environnement de la Thaïlande, Angelo Sartori, Corporation nationale des forêts du Chili, Masran Salleh, Directeur général adjoint du Département des forêts de la Malaisie, V. Rajagopalan, Ministère de l'environnement et des forêts de l'Inde, Noval Mohammed Sepin, Ministère de l'agriculture et du développement rural de l'Algérie, et Edward Kamara, Autorité du développement des forêts du Libéria, ont évoqué, entre autres, des initiatives nationales visant à: mettre en œuvre des politiques de GDF; augmenter le couvert forestier; promouvoir la gestion des forêts par les communautés; et s'adapter aux changements climatiques.

Concernant la GDF, Tom Rösser, Ministre adjoint, Département des ressources naturelles du Canada, Matthias Schwoerer, Ministre fédéral de l'alimentation, de l'agriculture et de la protection des consommateurs de l'Allemagne, Tajul Islam, Ministre des affaires de la guerre de libération du Bangladesh, et Javier Díaz-Carmona, Ministère des affaires étrangères du Costa Rica, s'exprimant au nom de la COALITION DES NATIONS A FORÊTS TROPICALES (CfRN), ont décrit des éléments de mise en œuvre de la GDF, notamment: des approches intégrées; l'engagement des communautés; la bonne gouvernance; et un financement accru pour l'atténuation des changements climatiques.

Gelu Puiu, Secrétaire d'Etat, Ministère de l'environnement et des changements climatiques de la Roumanie, a instamment demandé une gestion des forêts visant à satisfaire les besoins des générations actuelles et futures. Astride Nazaire, Conseillère ministérielle, Mission permanente aux Nations Unies, Haïti, a exprimé l'espoir que les vulnérabilités écologiques puissent être transformées en une « renaissance durable ».

Anders Lönnblad, Directeur général adjoint au Ministère des affaires rurales de la Suède, a appelé à l'intégration de la communauté forestière et à la coordination intersectorielle. Alexander Panfilov, Directeur adjoint de l'Agence fédérale des forêts, Fédération de Russie, a signalé une responsabilité partagée entre les secteurs public et privé concernant la gestion des forêts.

Nguyen Ba Ngai, Directeur général adjoint, Direction des forêts, Ministère de l'agriculture et du développement rural du Vietnam, a appelé les pays consommateurs de bois à élaborer les politiques commerciales appropriées pour réduire les impacts négatifs sur les communautés dépendantes des forêts dans les pays producteurs de bois.

Concernant le financement, Jorge Abarca del Carpio, Ambassadeur du Pérou en Turquie, Nthabiseng Motete, Département d'agriculture, des forêts et de la pêche de l'Afrique du Sud, et la CfRN, ont soutenu la mise en place d'un fonds mondial pour les forêts.

En conclusion, le Sous-secrétaire général Wu a salué le rigoureux débat sur des questions essentielles, en signalant que celui-ci a fourni des orientations en termes de: conservation des forêts; traitement des obstacles; et tirer parti des opportunités offertes par la GDF.

Néstor Osorio, Président de l'ECOSOC, a loué le haut niveau d'engagement, en signalant que les résultats s'annoncent favorables pour l'avenir des forêts. Veysel Eroglu, co-Président du Segment ministériel et Ministre des affaires forestières et de l'eau de la Turquie, a instamment plaidé pour une coopération plus importante et pour un partage continu des connaissances pour contribuer à la lutte contre la dégradation forestières.

DANS LES COULOIRS

Les participants à la FNUF10 ont entamé la journée très tôt par deux tables rondes sur les principaux thèmes de la réunion. Se pressant pour revenir à la plénière et participer au dialogue interactif avec les directeurs des organisations membres du PCF, plusieurs délégués se montraient heureux de pouvoir interrompre la litane de déclarations ministérielles par une petite pause.

Pendant, malgré cette « touche » aux questions de fonds, la plupart étaient –comme le signifiait un délégué– en « mode de veille », dans l'attente impatiente de dépasser les déclarations politiques et d'entamer les discussions dans les groupes de travail. Ce mode de veille était évident au vu du fait que certaines réunions de coordination régionale étaient en cours, alors que d'autres devaient encore se réunir. Quoi qu'il en soit, à la clôture du Segment ministériel, les délégués exprimaient leur satisfaction vis-à-vis de l'organisation de la réunion, l'un d'entre eux déclarant même qu'ils pourront désormais passer le reste de la réunion à discuter des questions de fonds « sans interruptions ».